

**Budget fédéral :  
pas d'avancée pour les luttes sociales**

**Montréal, le 19 mars 2007.** Les organismes québécois en itinérance et leur porte-parole, le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ), sont très déçus du budget Flaherty même si celui-ci confirme la poursuite du financement fédéral en itinérance, annoncée en décembre dernier par la ministre Finley alors responsable de ce dossier.

Les groupes s'attendaient également à ce que l'on agisse en amont et en aval de l'itinérance, notamment sur les questions de logement et de pauvreté. Le 2<sup>e</sup> budget conservateur vient confirmer le désintérêt du gouvernement Harper pour ces préoccupations, alors qu'elles touchent une proportion toujours plus grande de citoyens.

Les transferts aux provinces permettant de financer l'aide sociale ne sont pas renforcés, ce qui limitera la capacité du gouvernement du Québec à rehausser à un niveau décent les prestations. Actuellement, celles-ci ne permettent même pas aux personnes de couvrir leurs besoins essentiels, ce qui constitue sans aucun doute un facteur d'itinérance. Au lieu de cela, Ottawa met en place une prestation fiscale pour le revenu gagné, destiné aux travailleurs à faible revenu, avec l'objectif déclaré de leur éviter le recours à l'aide sociale

Les fonds fédéraux en matière de logement social sont encore une fois inexistant au budget fédéral. À cet égard, il faut mentionner que le gouvernement du Québec – à l'instar des autres provinces - n'a pas encore dépensé les fonds versés par Ottawa l'an dernier (187 millions \$) alors que les besoins des locataires pour des logements sociaux sont pressants compte tenu de la pénurie de logements accessibles et en bon état dans toutes les régions.

« On ne peut penser lutter efficacement contre l'itinérance de 150 000 Canadiens avec comme seul outil une stratégie de 270 millions sur 2 ans. Il faut faire davantage pour éliminer la pauvreté et améliorer les conditions de logement », déclare Nathalie Rech, coordonnatrice du RSIQ, à la lecture du budget. « La prestation fiscale pour le revenu gagné présume que l'aide sociale exerce une attraction sur les ménages à faible revenu alors que les taux sont partout au Canada bien inférieurs à ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Ceci n'aidera pas le Canada à remplir ses engagements envers les droits de nos concitoyens les plus démunis; Ottawa s'est pourtant déjà fait taper sur les doigts par les Nations Unies pour ses efforts insuffisants en matière de pauvreté, logement et itinérance. »

- 30 -

**Source : Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec**

Pour informations :

Nathalie Rech, Coordonnatrice

François Roy, Président

bureau : (514) 528-6466

cellulaire : (613) 277-6507